



L'impact de la chute des prix du pétrole sur le financement de l'économie algérienne

Talal OMRANI¹ et Rachid TOUMACHE²

1- Faculté des sciences économiques, commerciales et sciences de gestion, université de Ghardaïa, Algérie.

2- École Nationale Supérieure de Statistique et d'économie Appliquée ENSSEA Koléa.

rtoumache@gmail.com

Résumé-

L'investissement public en Algérie est considéré comme étant la locomotive du développement économique dans la mesure où il joue un rôle très important dans la stimulation de l'activité. Depuis l'indépendance du pays en 1962, la croissance économique est tirée essentiellement par la dépense publique (environ 30% du PIB) d'autant plus que le secteur privé est de taille modeste et orienté vers le marché intérieur.

Toutefois, le volume des dépenses publiques reste tributaire de la disponibilité des ressources du secteur d'hydrocarbures, qui génère actuellement près de deux-tiers (2/3) des recettes budgétaires, soulevant ainsi le caractère trop rentier de notre économie. Cette dépendance des recettes budgétaires à la rente pétrolière, s'est accentuée avec la nationalisation du secteur pétrolier en 1971 et renforcée après le premier choc pétrolier de 1973.

Ces recettes pétrolières, quant à elles, sont en stricte corrélation avec l'évolution de la production ainsi que le prix du baril qui est fixé par le marché international, ce qui pose sérieusement le problème de viabilité et de vulnérabilité de la politique budgétaire qui émerge comme une préoccupation majeure sur le moyen et long terme.

À la lumière de ce constat, nous essayerons dans le présent travail de mettre en évidence la place et le rôle du secteur minier dans l'activité économique en Algérie et par conséquent, la grande dépendance de notre économie envers le pétrole ainsi que l'impact d'une chute de ses prix sur le développement économique du pays, tiré par l'expansion budgétaire, et les possibles solutions pour y faire face et réduire ses effets.

¹ Doctorant à l'école nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée/ ENSSEA Koléa (Ex-INPS - Ben Aknoun/ Alger).

² Maître de conférences et encadreur de la thèse de doctorat/ ENSSEA Koléa (Ex-INPS - Ben Aknoun/ Alger).

Mots-clés: Contre-choc pétrolier, Expansion budgétaire, Pérodollar, Politique budgétaire pro-cyclique, Effet d'éviction, Syndrome hollandais.

The impact of the fall in oil's prices on the financing of the Algerian economy

Abstract -

The public investment in Algeria is considered as the locomotive of economic development to the extent where it plays a very important role in the stimulation of the activity. Since the independence of the country in 1962, economic growth is driven mainly by public expenditure (about 30% of GDP) all the more that the private sector is of modest size and oriented toward the domestic market.

However, the volume of public expenditure remains dependent on the availability of resources of the sector of hydrocarbons, which currently generates nearly two-thirds of budgetary revenues, thus raising the character too annuitant of our economy. This dependence of budgetary revenues to the oil rent, is accentuated with the nationalization of the oil sector in 1971 and reinforced after the first oil shock of 1973.

In turn, these oil revenues are strictly in connection with the evolution of the production as well as the price of the barrel, which is fixed by the international market. This, ask seriously the problem of sustainability and vulnerability of the budgetary policy which is emerging as a major concern on the medium and long term.

In the light of this finding, we will try in the present work to highlight the place and the role of the mining sector in economic activity in Algeria and therefore, the great dependence of our economy toward the oil as well as the impact of a fall in its prices on the economic development of the country, pulled by the budgetary expansion, and the possible solutions to deal with and reduce its effects.

Keywords: Oil counter-shock, Budgetary expansion, Petrodollar, Budgetary policy pro-cyclical, Crowding out, Dutch disease.

Introduction

En Algérie, le rôle économique de l'Etat est très important dans la mesure où la politique budgétaire est considérée comme étant le levier le plus puissant de la politique économique, utilisé pour stimuler l'activité économique nationale. En effet, depuis le recouvrement de la souveraineté nationale en 1962, la croissance économique est essentiellement tirée par les investissements publics dans tous les secteurs socioéconomiques d'autant plus que le secteur privé est de taille modeste et orienté vers le marché intérieur.

Par ailleurs, et pour conserver sa trajectoire de croissance, l'économie algérienne reste tributaire de la disponibilité des ressources budgétaires, essentiellement dépendantes du secteur des hydrocarbures qui a permis, dans

le même temps, au pays d'améliorer sensiblement sa position externe surtout dès le début de l'année 2000.

Outre sa contribution directe à la formation du PIB (entre 30-40% en moyenne), le secteur des hydrocarbures continue de générer environ 97-98% des ressources globales des exportations et près de deux-tiers (2/3) des recettes budgétaires. La croissance économique hors hydrocarbures, quant à elle relativement soutenue, s'appuie sur une demande intérieure dynamique, elle-même soutenue par la dépense publique, financée par les revenus des hydrocarbures.

À cet effet, une économie rentière comme celle de l'Algérie qui se base largement sur l'utilisation des ressources naturelles non renouvelables comme vecteur de développement économique pose la question de la pérennité des choix effectués, et donc une diversification de l'économie nationale impliquant de profondes réformes structurelles est plus que jamais impérative sur le moyen et long terme.

De ce fait, nous essayerons dans ce qui s'ensuit de répondre à notre principale interrogation, à savoir : **Quels sont les effets d'un contre-choc pétrolier sur le financement de l'activité économique en Algérie et les possibles solutions pour y faire face ?**

Pour y répondre au mieux, nous avons jugé utile de subdiviser notre présent article en trois sections. Nous commencerons dans la première, par donner un aperçu historique sur les divers bouleversements observés dans le temps sur le marché pétrolier ayant mis fin à l'époque du pétrole bon marché. La deuxième section, quant à elle, mettra en évidence les répercussions de ces bouleversements sur l'économie mondiale tout en montrant la dépendance économique de plus en plus accrue des pays producteurs du pétrole envers ce dernier. Enfin, la troisième analysera à la lumière des deux sections précédentes, les effets d'un contre-choc pétrolier sur une économie rentière comme celle de l'Algérie et les possibles mesures à prendre pour en faire face.

1. Les chocs pétroliers et la fin de l'ère du pétrole bon marché

Selon les économistes, 02 chocs pétroliers ont marqué l'histoire du XXe siècle : le premier en 1973, le second en 1979.

1.1. Le premier choc pétrolier de 1973

La guerre du kippour en 1973 a permis aux pays arabes exportateurs du pétrole de durcir leur politique et d'affirmer leur maîtrise sur leurs ressources pétrolières¹, en annonçant l'embargo des livraisons pétrolières concernant les Etats favorables à Israël (Etats-Unis, Portugal, Pays-Bas, Afrique de sud, Rhodésie)².

¹ Maurice DUROUSSET, "Le marché du pétrole", Édition ELLIPSES, Paris 1999, Page 47.

² Philippe COPINSCHI, "Le pétrole, Quel avenir ?", Édition DE BOECK, Bruxelles 2010, Page 21.

Dans le même temps, des hausses des prix affichés sont décidées unilatéralement par ces pays : le prix du baril de brut quadruple entre octobre et décembre 1973 passant de 2,9 US\$ à 11,6 US\$. La fiscalité est renforcée : l'impôt sur les bénéfices passe de 55 à 85%. Le pétrole devient moins sûr et cher.

De 1974 à 1978, le prix du baril, oscillant de 11,6 US\$ à 12,7 US\$, ne permet pas aux pays de l'OPEP de compenser les effets négatifs de l'inflation mondiale et de la dépréciation du dollar à compter de 1976. En 1978, les gains pour l'OPEP, de 1973-1974 sont pratiquement évanouis ; les prix réels du pétrole baissent et la crise pétrolière paraît donc surmontée.

1.2. Le second choc pétrolier de 1979

Les événements politiques en Iran – grève des ouvriers employés au terminal pétrolier de Kharg à fin 1978, puis la chute du Shah début 1979 – provoquent la diminution puis la quasi-disparition des livraisons du pétrole iranien. Les compagnies internationales inquiètes, augmentent leurs stocks de précaution. La tension renaît sur les marchés pétroliers.

Une nouvelle flambée des prix du pétrole, favorisée à partir de septembre 1980 par le déclenchement de la guerre Irak-Iran, est enregistrée faisant passer le baril de 12,7 US\$ en mars 1979 à 32 US\$ en décembre 1980 avec une tolérance jusqu'à 36 US\$/baril.

Plus économique que politique, les 02 chocs pétroliers ont imprimé un bouleversement en profondeur du paysage économique mondial. Ils ont marqué en effet la fin de l'ère du pétrole bon marché et permis ainsi aux pays producteurs de s'approprier d'une rente pétrolière importante. Cependant, ils ont fait basculer le monde dans une crise économique majeure.

2. Les retombées de ces 02 chocs pétroliers sur l'économie mondiale

L'envolée soudaine des prix du pétrole lors des 02 chocs pétroliers eut des conséquences profondes sur les structures de l'économie mondiale par la remise en question des fondamentaux théoriques sur lesquels s'appuyaient les politiques économiques mises en place depuis la sortie de la Seconde Guerre Mondiale.

Alors que le modèle keynésien reposait sur la possibilité d'un arbitrage entre les taux de chômage et d'inflation, les hausses de prix à la consommation induites par les chocs pétroliers (inflation importée) générèrent une situation inédite de stagflation face à laquelle les politiques keynésiennes de relance restaient impuissantes. La voie fut ainsi ouverte au retour en force des thèses néolibérales inspirées des travaux d'économistes libéraux comme Friedrich Von Hayek et mises en œuvre dans les années 80 par les gouvernements Thatcher et Reagan.

Les répercussions de ces 02 chocs pétroliers sur l'économie mondiale vont être scindées en trois parties suivant trois grands groupes de pays :

2.1. Pour les pays développés

Le quadruplement des prix du pétrole observé suite au premier choc pétrolier avait provoqué un ralentissement de la croissance mondiale, une accélération de l'inflation et un accroissement du chômage (phénomène de stagflation). Ainsi, les déficits commerciaux extérieurs se sont creusés, tout comme les déficits budgétaires que les gouvernements consentaient afin d'amortir les effets du choc.

Le second choc pétrolier, quant à lui, a provoqué un ralentissement de la croissance à cause de l'alourdissement de la facture pétrolière – alourdissement d'autant plus sensible que la politique monétaire américaine restrictive s'est traduite par une appréciation du dollar. L'effet dollar s'ajoute alors à l'effet pétrole d'où les prix se sont triplés.

2.2. Pour les pays producteurs du pétrole – Dépendance de plus en plus accrue à l'égard du pétrole et mise en exploitation de gisements devenus rentables

Pour les pays de l'OPEP, l'augmentation des prix du pétrole brut est une véritable manne financière. De 1974 à 1981, leurs excédents commerciaux sont de l'ordre de 700 milliards de dollar. Les « pétrodollars » accumulés permettaient :

- Le financement d'importants programmes de développement économique, travaux d'infrastructure, création d'activités industrielles dont bénéficient indirectement les pays développés ;
- Des prises de participation dans des firmes bancaires et industrielles internationales (prise de participation du Koweït dans des firmes allemandes comme Mercedes ou Hoechst), d'achat de biens immobiliers ou de bons de trésor (aux Etats-Unis surtout) ;
- L'augmentation des liquidités internationales par l'intermédiaire des banques nationales des pays du golfe.

Ces conséquences favorables pour les Etats de l'OPEP doivent toutefois être nuancées : les politiques de développement n'ont pas toujours été très heureuses (la politique d'industrialisation de l'Algérie), les excédents financiers ont largement été utilisés à l'acquisition de matériel de guerre et cet argent facile a fait naître dans la classe dominante une mentalité de rentier peu favorable à l'esprit d'entreprise.

Cependant, pour les Etats producteurs du pétrole non-OPEP et grâce à la hausse des prix du brut, des gisements déjà prospectés mais inexploités parce qu'ils fournissent un pétrole trop cher, peuvent maintenant être exploités comme ceux de la mer du nord : de 1973 à 1982, la production norvégienne passe de 1,5 million de tonnes (MT) à 24,5 MT, celle du Royaume-Uni de 0,01 MT à 103 MT.

2.3. Pour les pays du tiers-monde non producteurs du pétrole

L'alourdissement de la facture énergétique des pays en développement non producteurs du pétrole (90% des importations parfois) avait des conséquences catastrophiques : détérioration des termes de l'échange,

endettement, entrave au développement économique en favorisant l'inflation.

Générant des milliards de pétrodollars que les banques occidentales recyclèrent complaisamment sous forme de prêts aux pays pauvres, le second choc pétrolier fut le point de départ de l'engrenage qui déboucha sur la crise de la dette des Etats latino-américains (le Mexique se déclarant en cessation de paiement en août 1982, l'Argentine en novembre 1982, le Brésil en décembre 1982, etc.).

Pour rappel, cette crise était la conséquence objectivement directe de la hausse des taux d'intérêt observée au début de la décennie 1980 en suscitant une augmentation de la charge de la dette pour ces pays. Cette hausse des taux d'intérêt débiteurs mondiaux a été provoquée par suite des politiques de stabilisation adoptées après le second choc pétrolier de 1979, en donnant la priorité à la lutte contre l'inflation, contrairement aux politiques de relance conduites après le premier choc pétrolier de 1973 ayant échoué en provoquant une situation de stagflation.

3. La vulnérabilité de l'économie algérienne face à un contre-choc pétrolier

La montée en puissance des producteurs non-OPEP suite aux 02 chocs pétroliers, le déclin de la consommation mondiale dû au ralentissement de l'activité économique dans les pays membres de l'OCDE au début des années 80, changent profondément les données du marché pétrolier qui devient un marché d'acheteurs et révèlent, dès 1982, une situation de surproduction qui a provoqué une baisse des prix du brut.

Néanmoins, malgré toutes les mesures prises par les pays de l'OPEP, la dégradation se poursuit d'autant plus que depuis 1985, le dollar est orienté à la baisse. Dans l'été 1985, l'Arabie Saoudite abandonne le maintien de son prix. Il n'y a plus de prix officiel OPEP. L'Arabie Saoudite inonde le marché pour faire baisser les prix, réduire la part du marché des producteurs non-OPEP et tenter de gagner sur les volumes ce qu'elle perd sur les prix. Et le prix du brut baisse en conséquence de 28 US\$/baril en 1985 à moins de 14 US\$/baril en 1986¹, une baisse que les économistes l'ont qualifiée dès lors par le premier contre-choc pétrolier².

3.1. La croissante dépendance du pays au pétrole et la vulnérabilité économique ressentie depuis 1986

Malgré l'augmentation remarquable enregistrée de l'ordre de 31,35% entre 1963 et 1969 en moyenne annuelle, la part des recettes d'hydrocarbures dans les recettes budgétaires totales était restée faible oscillant entre 6,25% et

¹ Maurice DUROUSSET, "Le marché du pétrole", Édition ELLIPSES, Paris 1999, Page 54.

² Un contre-choc pétrolier est défini comme étant une baisse brutale des prix du pétrole. À l'inverse, un choc pétrolier est un phénomène de hausse brutale des prix du pétrole ayant une incidence négative sur la croissance économique mondiale.

23,21%. Le pétrole au cours de cette période, n'a pas en effet joué un rôle important dans le financement de l'économie nationale en raison des faibles quantités exportées de 1962 à 1965 et la faiblesse de la fiscalité sur les hydrocarbures qui était restée dérisoire jusqu'au 1965 et très modérée entre 1965 et 1971, selon G. D de Bernis¹.

Néanmoins, avec la nationalisation du secteur pétrolier en 1971 et l'envolée des prix du baril après les 02 chocs pétroliers, la part de la fiscalité pétrolière dans les recettes totales avait augmenté sensiblement passant de 21,41% à plus de 57% entre 1970 et 1979, et l'épargne budgétaire² devint ainsi la principale source de financement des investissements publics (35% du PIB)³ et permit de réaliser un taux de croissance dépassant les 5% entre 1970 et 1986.

Bien que la croissance économique du pays était tirée par le secteur pétrolier qui concourait pleinement au financement des investissements publics à travers le budget de l'Etat, le taux de croissance réalisé par l'Algérie durant cette période tenait aussi à l'endettement extérieur favorisé par l'importance des recettes pétrolières réalisées, que les banques occidentales recyclèrent sous forme de prêts aux pays en développement, ainsi que le bas niveau des taux d'intérêt mondiaux dont la moyenne était de 5,3% en 1970, 11,1% en 1980 et enfin 7,8% en 1985⁴.

Par ailleurs, l'évolution économique et sociale en Algérie a fortement été bouleversée par le contre-choc pétrolier de 1986 qui a entraîné une baisse d'environ 50% des termes de l'échange et de la fiscalité pétrolière. Cette baisse drastique des ressources extérieures avait provoqué ainsi l'arrêt des programmes de développement et le recours à l'endettement (la dette extérieure avait atteint 21,1 milliards US\$ à fin 1986 contre environ 17 milliards US\$ à fin 1985) pour faire face aux échéances de remboursement du service de la dette et le financement des importations en vue de répondre à la demande interne en termes de biens de consommation et d'investissement. Accentuée par la chute du dollar, le pays avait enregistré

¹ Ratiba SAADOUN, "Privatisation des entreprises industrielles en Algérie : analyse, histoire et développement", Thèse de doctorat en sciences économiques, Université LUMIERE de Lyon II, Avril 2012, Page 45.

² Surplus des recettes définitives par rapport aux dépenses de fonctionnement de l'Etat.

³ Un taux d'investissement qui dépassait de loin le taux moyen des pays intermédiaires qui tournait autour de 26% sur la période 1970-1986. (Ministère des Finances, "Histoire et évolution 1962-2012 : 50 ans de réalisations", ANEP Imprimerie, Alger 2013, Page 11).

⁴ Ratiba SAADOUN, "Privatisation des entreprises industrielles en Algérie : analyse, histoire et développement", Thèse de doctorat en sciences économiques, Université LUMIERE de Lyon II, Avril 2012, Page 64.

par conséquent, des taux de croissance négatifs de l'ordre de -0,7% en 1987 et -1,00% en 1988 en terme réel¹.

Ce contre-choc pétrolier met en exergue l'importance de la part des recettes pétrolières dans les recettes budgétaires totales et montre bien l'importance de surplus minier à mobiliser aux fins de l'accumulation², et reflète par conséquent, un fait majeur qui est la vulnérabilité des finances publiques et donc l'économie nationale aux chocs extérieurs, en particulier aux fluctuations négatives de la production et des cours mondiaux des hydrocarbures ainsi qu'aux fluctuations de la valeur du dollar.

Ce constat pose sérieusement le problème de diversification des sources de la croissance et de la base productive de notre économie. Mais pour ce faire, il est impératif de passer par une meilleure allocation des recettes d'hydrocarbures constituées lors des périodes fastes en faveur des secteurs créateurs de richesse et d'emploi tels que l'industrie, l'agriculture et le tourisme, etc.

3.2. L'impact du contre-choc pétrolier actuel sur le développement économique et les possibles mesures à prendre pour y faire face

La politique budgétaire restrictive, conduite au cours de la période de l'ajustement structurel (1989-1998), a joué un rôle déterminant dans la stabilisation macroéconomique à compter de 1998 en limitant les effets du second contre-choc pétrolier de 1998 où le prix moyen du brut a baissé de près de 6,5 US\$/baril, soit une baisse de 33%, passant de 19,1 US\$/baril à 12,8 US\$/baril entre 1997 et 1998.

Cette nouvelle perturbation du marché pétrolier trouve son origine immédiate dans la crise asiatique de 1998³. Le ralentissement de l'activité économique s'est traduit par une consommation réduite ramenée au niveau de 1988 ; car l'Asie est un gros consommateur dont la croissance avait été la plus forte durant la décennie.

Ce contre-choc pétrolier était en effet de plus faible magnitude comparativement à celui de 1986. Toutefois, il avait des effets négatifs sur le budget de l'Etat en raison de la baisse des recettes budgétaires pétrolières de près de 33% entre 1997 et 1998, soit une part de près de 07% du PIB. En contrepartie, les dépenses publiques notamment celles de fonctionnement ont

¹ Chronique de conjoncture – Le krash : Avertissement sans frais 1988, Page 07.

² Mohamed Nasser THABET, "Le secteur des hydrocarbures et le développement économique de l'Algérie", Édition ENAL et OPU, Alger 1989, Page 122.

³ À partir de juillet 1997, la plupart des pays émergents du Sud-Est asiatique traversent des crises de change, provoquées par une série d'attaques spéculatives contre leurs monnaies, ce qui les a amenés d'abandonner successivement la parité fixe de leurs monnaies vis-à-vis du dollar américain. Cette crise a mis leurs économies à terre et réduisait par conséquent la demande régionale de pétrole. L'effondrement des économies asiatiques se fit également ressentir en Russie et l'Amérique latine en 1998.

augmenté et le solde global du trésor, après avoir été positif, a réalisé donc un déficit estimé à -3,58% du PIB.

Cependant, le boom pétrolier enregistré depuis le début de l'année 2000, a permis à l'Algérie d'augmenter rapidement ses recettes budgétaires et d'accumuler des réserves de change, à un niveau sans précédent, atteignant à fin 2014, environ 188 milliards € (pouvant couvrir quelques 03 ans d'importations), des avoirs du fonds de régulation des recettes (FRR) de plus de 5.600 milliards DA et une dette extérieure ne dépassant pas les 2% du PIB grâce aux remboursements anticipés.

Certes, au cours de cette période, l'Algérie est parvenue à accélérer sa croissance économique notamment dans l'activité hors hydrocarbures, tout en maîtrisant l'inflation, mais n'a en revanche que peu progressé sur la voie d'une économie de marché. Poussée par une politique budgétaire expansionniste adoptée grâce aux importantes recettes pétrolières, la croissance réelle du PIB s'est située à un niveau de 3% en moyenne annuelle entre 2000 et 2014.

En effet, le volume important des dépenses publiques engagées dans le cadre des divers plans de développement lancés depuis 2001, indique clairement l'ampleur de l'impulsion budgétaire de type keynésien sur l'activité économique et son rôle dans la relance économique. En plus, la part importante de ces dépenses dans l'économie nationale montre bien le caractère conjoncturel contra-cyclique de la politique budgétaire de ces dernières années soutenant ainsi l'activité hors hydrocarbures, qui a été robuste, notamment dans les secteurs du BTPH et des services.

Il y a lieu de signaler ici que pendant cette période et grâce au matelas financier déjà constitué, l'Algérie a pu faire face aux situations de retournement des marchés pétroliers intervenues en 2008 et 2010 respectivement. Celle de 2008 (contraction de 42,5% des recettes fiscales pétrolières) qui tient à la récession économique mondiale due à la crise des subprimes amorcée en mi-2007, et qui s'est traduite par une baisse de la demande mondiale du pétrole.

Celle enregistrée en 2010 était marquée cependant par une baisse de la demande mondiale des hydrocarbures tenant à la crise économique provoquée par la crise d'endettement public éclatée à fin 2009 notamment dans les pays du Sud de l'Europe, et qui avait obligé les pays européens d'engager une politique de consolidation budgétaire à travers des coupes importantes dans certains secteurs tels que l'éducation, la santé, le transport, la défense, etc. visant à réduire les déficits publics et, subséquemment, la dette publique.

Ainsi, l'épargne budgétaire accumulée, durant cette période, a permis l'autofinancement par l'Etat de l'ensemble de ses investissements, y compris lors des années moins fastes (2008 et 2010). Cette capacité d'autofinancement par l'Etat et par l'entreprise nationale des hydrocarbures (SONATRACH) de leurs investissements s'est traduite par une absence

totale d'effet d'éviction sur le reste de l'économie en matière de financement intérieur, essentiellement bancaire.

En outre, les excédents de ressources de SONATRACH ont constitué un volume important de fonds prêtables au niveau du système bancaire, pendant que les excédents de ressources budgétaires étaient restés stérilisés contribuant ainsi à la stabilité macro-financière.

Néanmoins, au vu de la conjoncture pétrolière actuelle défavorable ; marquée par la chute des prix de l'or noir sur les marchés mondiaux sous la barre de 35 US\$/baril depuis le début de cette année 2016¹ et un volume des exportations d'hydrocarbures en déclin (le FMI prévoit un repli de la production pétrolière de l'Algérie qui être de 0,98 million de barils/jour (mbj) en 2015 et de 0,99 mbj en 2016, contre 1,02 mbj en 2014) ; l'Etat est tenu de prendre en urgence des mesures visant la rationalisation des dépenses budgétaires et le contrôle de la facture des importations, et ce, en vue de limiter ses effets sur l'économie nationale.

En conséquence, l'Etat devrait revoir ses objectifs de développement fixés dans le cadre du plan d'investissements publics (2015-2019) et une politique de rigueur voire d'austérité, ainsi qu'un report de certains projets non prioritaires inscrits dans ce plan, sont impératifs sur le court terme, voire le très court terme, selon les dirigeants algériens avant de réévaluer par la suite leurs plans de dépenses à moyen terme.

En fait, selon le Premier ministre Abdelmalek SELLAL, au rythme actuel des dépenses publiques et avec un prix de baril à 60 US\$, nous disposerons de 38 milliards de dollars USA de réserves de changes (déjà constituées) à horizon 2019, et avec un prix de 50 US\$/baril, nous n'aurons que 09 milliards de dollars USA de ces réserves en 2019.

Des prévisions partagées par le professeur et expert international en management stratégique, Abderrahmane MEBTOUL, du moins en ce qui concerne la durée de disponibilité des réserves de changes du pays. Ces projections stipulent qu'au rythme actuel des dépenses publiques, les réserves de changes déjà constituées s'épuiseront horizon 2019 pour un

¹ Cette chute des prix tient à des facteurs liés à la fois, à l'offre et à la demande, mais aussi à la valeur du dollar USA face aux principales devises. Du côté de la demande, le ralentissement très important de l'économie chinoise a fortement contribué à une réduction de la demande mondiale du pétrole. Du côté de l'offre, la hausse fulgurante de la production du pétrole non conventionnel aux États-Unis (gaz et pétrole de schiste), à laquelle s'ajoutent le refus de l'OPEP de réduire son quota de production (essentiellement l'Arabie saoudite qui ne veut pas perdre des parts de marché au profit des pays producteurs non-OPEP, mais aussi, afin de rendre non compétitifs le pétrole et gaz de schiste américains et d'en décourager l'exploitation) ainsi qu'une anticipation de retour de l'Iran sur le marché international, avait engendré une surabondance de l'offre, qui face à une contraction inévitable de la demande, affecte fortement les cours du baril de pétrole vers le bas. De plus, la forte appréciation du dollar USA par rapport aux autres devises - le baril étant libellé en dollar américain - avait entraîné une relative baisse du prix du baril.

cours moyen de 60 US\$/baril et horizon 2022 en cas de cours moyen de 70 US\$/baril.

Comme conséquence, nous aurons un dérapage du dinar et une tendance inflationniste que l'on comprime provisoirement par des subventions et des transferts sociaux mal ciblés et mal gérés (environ 60 milliards US\$ en 2014, soit une part de 27-28% du PIB). Outre, les déficits budgétaires augmenteront, lesquels engendreront un retour à l'endettement public qui pourrait atteindre les trois quarts (3/4) du PIB horizon 2020, avec en contrepartie une baisse de la croissance et une augmentation du taux de chômage.

Ce retournement de la situation du marché mondial du pétrole amorcé depuis mi-2014 va aussi obliger le Gouvernement d'adopter un nouveau schéma de financement des investissements publics, selon l'ex-ministre des finances, Mohamed DJELLAB, en passant graduellement du financement par le budget public au financement par le marché, et ce, pour l'ensemble des secteurs d'activité afin d'assurer une meilleure allocation des recettes budgétaires, de plus en plus faibles, et de rationaliser conséquemment les dépenses publiques.

En fait, beaucoup d'analystes dont l'ex-ministre des finances, le professeur Abdelatif BENACHENHOU, estiment que les prix du pétrole resteront bas durant les 3 à 4 années à venir. Projections partagées par l'expert international et vice-président du conseil national économique et social (CNES), Mustapha MEKIDECHE, qui ne prévoit pas une augmentation palpable des cours du pétrole qu'à partir de 2020 avec un plafond à 80 US\$/baril.

Cela n'exclut pas, par ailleurs, selon ces mêmes analystes dont Chems Eddine CHITOUR, professeur et spécialiste des questions énergétiques, un léger rebondissement vers la fin de 2017 des prix qui peuvent se stabiliser autour de 60 à 65 US\$/baril pendant une longue période, et ce, en raison notamment de la forte baisse des investissements dans des nouveaux projets pétroliers.

Sachant que l'Algérie aura besoin d'un prix de pétrole de 87,6 US\$/baril pour atteindre son équilibre budgétaire en 2016 selon les chiffres du FMI¹, et sans qu'une réelle opération d'assainissement des finances publiques soit faite, cette conjoncture pétrolière défavorable ne permettra pas au pays d'éviter le puisement dans sa manne financière déjà constituée pour préserver et garantir ses projets d'investissements.

Cependant, cette embellie financière donnera au pays une certaine marge de manœuvre et l'aidera, du moins sur le court terme, à surmonter les difficultés observées du fait du présent contre-choc pétrolier, en permettant d'éviter temporairement la pro-cyclicité de la politique budgétaire.

¹ FMI, "Perspectives économiques régionales - Moyen-Orient et Asie centrale", Mise à jour d'avril 2016, Page 03.

Selon le FMI¹, la mise en place de cette politique dans un contexte d'instabilité des cours mondiaux risque de perturber la planification des Gouvernements des pays riches en ressources naturelles entre autres, l'Algérie ; et d'encourager donc les investissements dans des projets de qualité inférieure et de profiter davantage aux importations si l'offre est rigide et insuffisante, lors des périodes fastes exacerbant ainsi le déficit budgétaire, la dette, la surchauffe et l'inflation, d'une part ; et d'entraîner des ajustements budgétaires ayant un effet de contraction, lors des périodes moins fastes, d'autre part.

Il y a lieu de signaler ici que le contre-choc pétrolier actuel provoque depuis peu de temps une crise financière, marquée par la baisse des prix des actions des sociétés pétrolières et celles des banques dans les principales bourses mondiales, du fait des craintes relatives aux risques d'insolvabilité de ces banques suites aux pertes subies, ce qui a amené les banques centrales à intervenir afin de rassurer les agents économiques. Certes, la crise actuelle est gérable, selon plusieurs analystes, malgré la large exposition des banques au secteur de l'énergie notamment à l'activité liée au pétrole et au gaz de schiste.

Néanmoins, si cette crise persiste, les Etats qui sont déjà trop endettés, peuvent être amenés à intervenir cette fois-ci aussi par le recours excessif à l'endettement public en confirmant que seul l'Etat par le biais de son budget est capable de rassurer les marchés et apporter de la confiance. Cette crise remettra en cause certainement la thèse selon laquelle un contre-choc pétrolier a toujours un effet positif sur la croissance économique mondiale du fait de l'interconnexion de plus en plus accrue entre la sphère financière et la sphère réelle.

Conclusion

Depuis l'indépendance politique du pays en juillet 1962 et la construction d'un Etat fondé sur la justice sociale et le socialisme, s'est créée une stratégie de développement économique et social basée sur la planification économique et le Tout-Etat.

En effet, les investissements publics à travers le budget de l'Etat étaient, et continuent à être toujours même dans une économie de marché, la locomotive de développement socioéconomique du pays.

Toutefois, et dès les années 1970, comme nous l'avons signalé plus haut, les investissements publics sont devenus très dépendants des recettes fiscales pétrolières qui contribuent actuellement à hauteur des (2/3) dans les recettes budgétaires totales.

À leur tour, les recettes pétrolières sont en stricte relation avec l'évolution de la production et du prix du brut, qui est fixé par le marché international, et

¹ Algérie : « Évaluation de la stabilité du système financier », Rapport du FMI No14/161, Juin 2014, Page 32.

qui joue un rôle primordial dans la politique budgétaire menée par toute économie rentière.

L'expansion budgétaire engagée depuis l'année 2000, grâce au pactole pétrolier, par le lancement des différents plans de relance économique, pose des défis en termes de vulnérabilité et de viabilité de la politique budgétaire qui émerge comme une préoccupation majeure sur le moyen et long terme.

Le problème de vulnérabilité à moyen terme des finances publiques aux chocs externes, surtout face à une situation de retournement du marché pétrolier international comme celle amorcée depuis mi-2014, commande à maintenir une politique de prudence en matière d'expansion budgétaire et à long terme de renforcer la résilience des finances publiques et donc l'économie nationale face à ces chocs.

Pour ce faire, il y a lieu d'engager des réformes structurelles visant à augmenter les capacités de production existantes et à diversifier les sources de croissance et de la base productive de notre économie qui sont de nature à réduire sa dépendance à l'égard du secteur des hydrocarbures et par conséquent, sa structure symptomatique d'un phénomène de syndrome hollandais¹, d'un côté, et à favoriser la création d'emplois, d'autre côté.

Pour cela, des mesures d'accompagnement devraient être prises essentiellement afin de :

- Moderniser l'administration publique, à travers la généralisation de l'utilisation des TIC pour passer à l'administration électronique (e-administration), censée contribuer à la débureaucratization de l'acte de gestion et d'investir ;
- Renforcer la transparence et l'efficacité dans la gestion des finances publiques et la lutte contre la corruption pour une meilleure allocation des ressources dans l'économie nationale ;
- Améliorer le climat des affaires afin de promouvoir le secteur privé national et de dynamiser les investissements directs étrangers (IDE) ;
- Développer un secteur bancaire et financier performant capable de mettre les moyens financiers nécessaires au service de l'économie nationale ;
- Réduire les disparités et les déséquilibres régionaux en assurant un meilleur redéploiement spatial de l'activité économique ;
- Intégrer l'économie informelle, qui est de taille importante, plus largement au sein de l'activité économique régulière, notamment dans le but de diversifier les recettes budgétaires de l'Etat.

¹ Le terme Syndrome ou Malaise Hollandais ou Dutch Disease (en anglais), a été introduit par l'hebdomadaire anglais « The economist » pour expliquer la stagnation de l'activité aux Pays-Bas, au cours des années 1970, après avoir mis en exploitation du large gisement de gaz naturel de Groningue. En fait, la redistribution d'une partie de la rente tirée de cette exploitation a provoqué une perte de compétitivité-prix des exportations néerlandaises par suite de l'appréciation de la monnaie locale. Ce qui a fait chuter le volume des investissements privés entraînant ainsi une rapide désindustrialisation manufacturière.

Bibliographie

1. Cédric de LESTRANGE, Christophe-Alexandre PAILLARD, Pierre ZELENGO, "Géopolitique du pétrole", Édition TECHNIP, Paris 2005.
2. Etienne AMIC, Gilles DARMOIS, Jean-Pierre FAVENNEC, "L'énergie à quel prix ?, Les marchés de énergie", Éditions TECHNIP, Paris 2006.
3. Emmanuel NYAHOHO, Pierre-Paul PROULX, "Le commerce international : théories, politiques et perspectives industrielles", Édition PUQ, Québec 2006.
4. Eric LAURENT, "La face cachée de pétrole", Édition POCKET, Paris 2008.
5. Maurice DUROUSSET, "Le marché du pétrole", Édition ELLIPSES, Paris 1999.
6. William ENGBAHL, "Pétrole : Une guerre d'un siècle", Édition LABALLERY, Paris 2007.
7. Philippe COPINSCHI, "Le pétrole, Quel avenir ?", Édition DE BOECK, Bruxelles 2010.
8. Mohamed Nasser THABET, "Le secteur des hydrocarbures et le développement économique de l'Algérie", Édition ENAL et OPU, Alger 1989.
9. Maâmar BENGUERBA, "L'Algérie en péril : Gouvernance, hydrocarbures et devenir du sud", Édition L'Harmattan, Paris 2006.
10. Ministère des Finances, "Histoire et évolution 1962-2012 : 50 ans de réalisations", ANEP Imprimerie, Alger 2013.
11. Algérie : « Évaluation de la stabilité du système financier », Rapport du FMI No14/161, Juin 2014.
12. FMI, "Perspectives économiques régionales - Moyen-Orient et Asie centrale", Mise à jour de janvier 2015.
13. FMI, "Perspectives économiques régionales - Département MENA", Mise à jour de mai 2015.
14. FMI, "Perspectives économiques régionales - Moyen-Orient et Asie centrale", Mise à jour d'avril 2016.
15. Chronique de conjoncture - Le krash : Avertissement sans frais 1988.
16. Ratiba SAADOUN, "Privatisation des entreprises industrielles en Algérie : analyse, histoire et développement", Thèse de doctorat en sciences économiques, Université LUMIERE de Lyon II, Avril 2012.
17. Institut français de pétrole, "Panorama 2009 : L'offre et la demande de pétrole", Lyon 2009. Lien d'internet : www.ifpenergiesnouvelles.fr/Publications/Etudes-disponibles/Notes-de-synthese-Panorama/Panorama-2009
18. Site d'internet : www.cnes.dz
19. Site d'internet : www.radioalgerie.dz
20. Site d'internet : www.aps.dz